

the Chilean resolution concerning the Economic Commission for Latin America and the United States amendment. A compromise solution had been reached in respect of his own resolution, but he considered that a conditional authorization was permissible in the one as in the other case.

Under the Peace Treaty with Italy the signatories had assumed the obligation of administering the Free Territory of Trieste, and the withholding of funds would constitute a non-fulfilment of that obligation.

He would vote for the United States amendment, as also for the Mexican amendment, which had been inspired by a principle of absolute equity among Members.

The meeting rose at 1.09 p.m.

HUNDRED AND SECOND MEETING

Held at Lake Success, New York, on Tuesday, 18 November 1947, at 3 p.m.

Chairman : Justice Sir Fazl ALI (India).

III. Working Capital Fund : amendments proposed by the United States and Brazilian delegations to the draft resolution of the Advisory Committee (documents A/C.5/W.47/Rev.2 and A/336)

The CHAIRMAN stated that, since the previous meeting, the Canadian, Mexican, Norwegian, Polish and Yugoslav amendments had been withdrawn, and the composite text, document A/C.5/W.47/Rev. 2, was acceptable to the authors of the various amendments, with the exception of the representative of Brazil who had submitted a separate amendment.

The representative of Mexico had withdrawn his amendment on the condition that the Rapporteur's report would indicate that the special scale of contributions should take into account not only capacity to pay, but all other factors relevant to the question. The representative of Canada wished it to be stated in the report that the words "emergency assistance" implied assistance which the Security Council might render in the discharge of duties assumed under the Peace Treaty.

Mr. BURGER (Netherlands) felt that the text had not been improved. It amounted to an invitation to the Administration of the Free Territory to demand the money, without any obligation to make repayment.

Mr. SBAROUNIS (Greece) remarked that his country had always given its support to the means of securing peace. He would vote for the revised United States amendment, since it would promote conditions of peace.

entre la résolution du Chili relative à la Commission économique pour l'Amérique latine et l'amendement proposé par les États-Unis. On est parvenu à une solution de compromis au sujet de la résolution du Chili, mais il estime qu'une autorisation conditionnelle est admissible dans un cas comme dans l'autre.

Aux termes du Traité de paix avec l'Italie, les États signataires ont pris l'engagement d'administrer le Territoire libre de Trieste ; le refus de fonds constituerait donc un manquement à cette obligation.

M. Larraín déclare qu'il votera en faveur de l'amendement proposé par les États-Unis et de l'amendement mexicain qui est inspiré par le principe de l'équité absolue à l'égard des États Membres.

La séance est levée à 13 h. 09.

CENT-DEUXIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le mardi 18 novembre 1947, à 15 heures.

Président : Sir Fazl ALI (Inde).

III. Fonds de roulement : amendements au projet de résolution du Comité consultatif, proposés par les délégations des États-Unis et du Brésil (documents A/C.5/W.47/Rev.2 et A/336)

Le PRÉSIDENT déclare que, depuis la séance précédente, les délégations du Canada, du Mexique, de la Norvège, de la Pologne et de la Yougoslavie ont retiré leurs amendements et que le texte commun, qui constitue le document A/C.5/W.47/Rev. 2 est approuvé par les auteurs des différents amendements, à l'exception du représentant du Brésil qui a déposé un amendement séparé.

Le représentant du Mexique a retiré son amendement à condition que le Rapporteur indique dans son rapport qu'il convient, pour dresser le barème spécial des contributions, de tenir compte, non seulement de la capacité de paiement, mais de tous les autres facteurs qui jouent dans ce cas. Le représentant du Canada voudrait voir signaler dans le rapport que, par les mots « assistance à titre exceptionnel », on entend l'assistance que pourrait prêter le Conseil de sécurité en s'acquittant des obligations qui lui incombent en vertu du Traité de paix.

M. BURGER (Pays-Bas) estime que le texte n'est pas amélioré. La nouvelle rédaction revient en quelque sorte à inviter l'administration du Territoire libre à réclamer les fonds sans être obligée d'en effectuer le remboursement.

M. SBAROUNIS (Grèce) fait observer que son pays s'est toujours montré favorable aux mesures propres à assurer le maintien de la paix. Il votera pour l'amendement révisé de la délégation des États-Unis parce qu'il favorisera l'établissement de la paix.

Mr. BERGSTRÖM (Sweden), Rapporteur, supported the revised United States amendment, with the exception of the last two sentences, on which he would abstain from voting. A special scale of contributions was not advisable.

In view of the special relationship existing between the Security Council and the Free Territory of Trieste, it was incumbent on the United Nations to assume responsibility.

Mr. FAROOKHI (Pakistan) considered that the revised text was ambiguous and incomplete. It was not specified whether a gift or a loan was contemplated; if the latter, details should be given of the rate of interest and terms of repayment. He would abstain from voting.

Mr. HSIA (China) remarked that the most cogent argument in favour of the advances was the fact that a political consideration related to peace and security was involved.

Since the Fifth Committee was responsible to the General Assembly and not to the Council of Foreign Ministers or the Paris Peace Conference, a request should come from the Security Council. In the absence of such a request, he would abstain from voting.

The Brazilian amendment seemed superfluous; the sum could be advanced from the Working Capital Fund, with the concurrence of the Advisory Committee.

Mr. LEBEAU (Belgium) supported the Brazilian amendment for three reasons: (1) responsibility for requesting the advances was laid upon the Security Council; (2) any reference to the amount or character of the advance was omitted; it was therefore implied that the advance constituted a loan; and (3) no provision was made for the replenishment of the Working Capital Fund; it was therefore implied that the method of ordinary contributions would be followed.

Mr. MACHADO (Brazil) emphasized that his objection to the United States amendment was based on grounds of procedure alone.

The Brazilian amendment recognized that the United Nations had assumed responsibilities; those responsibilities had not, however, been defined, since the Security Council had not yet considered the implications of appointing the Governor of Trieste. No estimate could be made.

The Security Council was a responsible body, and the Secretary-General could be authorized to draw from the Working Capital Fund whatever sums it requested for the discharge of its duties. It was premature to discuss the form of the advances.

Mr. STONE (United States of America) pointed out that the appointment of a governor was merely an incident in the creation of the Free Territory. The Governor would be not an independent officer but the administrative agent of the Security Council, whose decision would be final.

M. BERGSTRÖM (Suède), Rapporteur, appuie l'amendement révisé de la délégation des États-Unis, à l'exception des deux dernières phrases sur lesquelles il s'abstiendra de voter. Il n'est pas opportun d'établir un barème spécial des contributions.

En raison du caractère particulier des relations existant entre le Conseil de sécurité et le Territoire libre de Trieste, il incombe aux Nations Unies d'assumer des responsabilités.

M. FAROUKHI (Pakistan) estime que le texte révisé est équivoque et incomplet. On n'y indique pas explicitement si l'on envisage une donation ou un prêt; dans ce dernier cas, il conviendrait de donner des détails sur le taux d'intérêt et les conditions de remboursement. Il s'abstiendra de voter.

M. HSIA (Chine) fait observer que l'argument le plus puissant en faveur des avances est que la question comporte un élément politique qui intéresse la paix et la sécurité internationales.

La Cinquième Commission étant responsable devant l'Assemblée générale et non devant le Conseil des Ministres des Affaires étrangères, ou la Conférence de la paix de Paris, la demande devrait émaner du Conseil de sécurité. Étant donné que celui-ci n'en a pas formulé, l'orateur s'abstiendra de voter.

L'amendement proposé par la délégation du Brésil semble superflu; la somme pourrait être avancée sur le fonds de roulement, avec l'assentiment du Comité consultatif.

M. LEBEAU (Belgique) appuie l'amendement proposé par la délégation brésilienne pour trois raisons: 1) C'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité de demander des avances; 2) il n'est pas fait mention du montant, ni du caractère de l'avance; il est donc implicitement entendu que l'avance constitue un prêt; 3) aucune disposition *spéciale* n'est prévue pour la reconstitution du fonds de roulement; il est donc implicitement entendu que l'on se conformera à la méthode des contributions ordinaires.

M. MACHADO (Brésil) souligne que l'objection qu'il a élevée contre l'amendement proposé par la délégation des États-Unis n'était fondée que sur des raisons de procédure.

La délégation du Brésil reconnaît, dans son amendement, que les Nations Unies ont assumé certaines responsabilités; toutefois ces charges ne sont pas définies, le Conseil de sécurité n'ayant pas encore envisagé les conséquences éventuelles de la nomination du Gouverneur de Trieste. On ne peut faire aucune prévision. Le Conseil de sécurité étant un organe responsable, le Secrétaire général pourrait être autorisé à tirer du fonds de roulement toutes les sommes que ce Conseil pourrait lui demander pour s'acquitter de ses obligations. Il est prématuré de discuter la forme sous laquelle doivent s'effectuer les avances.

M. STONE (États-Unis d'Amérique) signale que la nomination du Gouverneur n'est qu'un épisode de la création du Territoire libre. Le Gouverneur sera non pas un fonctionnaire indépendant, mais un représentant administratif du Conseil de sécurité, qui décidera en dernier ressort. C'est le Conseil

The Council and not the Governor would make recommendations to the Security Council.

Mr. MACHADO (Brazil) explained that, in referring to the implications of appointing the Governor, he had not intended to limit the responsibilities of the United Nations to the payment of the salary and allowances. The Governor would receive instructions from the Security Council and would execute its decisions.

The Committee rejected the Brazilian amendment (document A/C.5/W.47/Rev.2) by twenty-seven votes to six, with thirteen abstentions.

A vote by show of hands was taken on the United States amendment (document A/C.5/W.47/Rev.2). The result was as follows :

	In Favour	Against	Abstained
First sentence.....	28	7	11
Second sentence.....	25	7	13
Third sentence	22	7	16

A vote by roll-call was taken on the text of the United States amendment as a whole.

The result was as follows :

In favour : Australia, Belgium, Byelorussian Soviet Socialist Republic, Canada, Chile, Costa Rica, Czechoslovakia, Denmark, Dominican Republic, France, Greece, Mexico, New Zealand, Nicaragua, Norway, Panama, Philippines, Poland, Sweden, Turkey, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States of America, Uruguay, Venezuela and Yugoslavia.

Against : Egypt, Iran, Iraq, Lebanon, Saudi Arabia, Syria and Yemen.

Abstained : Argentina, Bolivia, Brazil, China, Colombia, Cuba, Ethiopia, Guatemala, India, Netherlands, Pakistan and Union of South Africa.

The amendment was adopted, by twenty-seven votes to seven, with twelve abstentions.

A vote by show of hands was taken on the resolution relating to the Working Capital Fund proposed by the Advisory Committee, as amended by the United States of America, through the addition of a final paragraph (g) (documents A/336 and A/C.5/W.47/Rev.2).

The resolution was adopted, as amended, by thirty votes to five, with eleven abstentions.

Mr. COTE (Canada) moved the following resolution : " That the General Assembly requests the principal organs of the United Nations whose duties may require them to ask for financial assistance from the United Nations to make known their views to the General Assembly preferably before a session of the Assembly ".

Mr. MACHADO (Brazil) seconded the Canadian proposal. The Committee had established a peculiar precedent by voting funds for a body of the United Nations that had not requested any funds.

Mr. BRAMSON (Poland) felt that the proposal was inappropriate, since the Committee had already adopted the Financial Regulations, of which it should form a part, if adopted.

et non le Gouverneur, qui adressera au Conseil de sécurité les recommandations.

M. MACHADO (Brésil) indique qu'en parlant des conséquences éventuelles de la nomination du Gouverneur, il ne visait pas à limiter la responsabilité de l'Organisation au simple fait de payer un salaire et des indemnités. Le Gouverneur recevra ses instructions du Conseil de sécurité et exécutera ses décisions.

La Commission repousse, par vingt-sept voix contre six et treize abstentions, l'amendement de la délégation du Brésil (document A/C.5/W.47/Rev.2).

La Commission vote à main levée sur l'amendement des États-Unis (document A/C.5/W.47/Rev.2) ; les résultats sont les suivants :

	Pour	Contre	Abstentions
Première phrase.....	28	7	11
Deuxième phrase.....	25	7	13
Troisième phrase.....	22	7	16

On procède à un vote par appel nominal sur l'ensemble de l'amendement proposé par la délégation des États-Unis ; le résultat est le suivant :

Volent pour : Australie, Belgique, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Chili, Costa-Rica, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Philippines, Pologne, République Dominicaine, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Volent contre : Arabie saoudite, Égypte, Iran, Irak, Liban, Syrie, Yémen.

S'abstiennent : Argentine, Bolivie, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Éthiopie, Guatemala, Inde, Pakistan, Pays-Bas et Union Sud-Africaine.

La Commission adopte l'amendement par vingt-sept voix contre sept et douze abstentions.

La Commission vote à main levée sur la résolution du Comité consultatif relative au fonds de roulement, telle que la délégation des États-Unis l'a amendée par l'addition d'un paragraphe final g) (documents A/336 et A/C.5/W.47/Rev.2).

La Commission adopte, par trente voix contre cinq et onze abstentions, la résolution amendée.

M. COTE (Canada) propose la résolution suivante : « L'Assemblée générale demande aux organes principaux des Nations Unies amenés par leurs obligations à demander une aide financière aux Nations Unies, de faire connaître leurs intentions à l'Assemblée générale, de préférence avant une session de l'Assemblée ».

M. MACHADO (Brésil) appuie la proposition canadienne. La Commission a créé un précédent singulier en votant l'attribution de crédits à un organisme des Nations Unies qui n'avait fait aucune demande.

M. BRAMSON (Pologne) estime que cette proposition n'est pas à sa place, puisque la Commission a déjà adopté le règlement financier, dont cette proposition devrait faire partie si elle était adoptée.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) agreed in principle with the proposal, but considered that insufficient time had been given to study its effect upon the Financial Regulations. He would therefore vote against it.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) urged the representative of Canada not to press his resolution. In the preparation of his budget, the Secretary-General was in touch with all the organs of the United Nations.

The Committee had heard many arguments at the previous meeting in favour of determining the Member's degree of interest in the question under consideration. For his part he could not accept those arguments. In agreeing to be a part of the United Nations, a Member accepted its political responsibilities, which could not be discarded.

Mr. COTE (Canada) agreed to withdraw his resolution, provided that the Rapporteur's report included a recommendation that requests for financial assistance should be submitted by the various organs in time for the opening of a session of the General Assembly.

112. Draft reports by the Rapporteur

a) Financial Regulations of the United Nations (documents A/C.5/W.59 and A/C.5/W.59/Add.1)

Mr. BERGSTRÖM (Sweden), Rapporteur, stated that a text had been prepared since the previous meeting, which it was hoped might meet the views of the representatives of Czechoslovakia, Mexico and the Union of South Africa. He proposed the insertion of the following paragraph as a second paragraph of the resolution¹: "That notwithstanding the terms of provisional financial regulation 20, the Secretary-General shall be empowered to accept in his discretion, and after consultation with the Chairman of the Committee on Contributions, a portion of the contributions of Members for the financial year 1948 in currencies other than United States dollars".

Mr. BURGER (Netherlands) pointed out that neither the Advisory Committee nor the Committee on Contributions had been able to find a solution of the problem. The International Monetary Fund had stated that assistance could be granted for only a limited period and on condition that repayment would be possible. The Fifth Committee, however, was invited to find the solution in a matter of a few minutes. He would vote against the proposal.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) remarked that the Administration had given a great deal of thought to the problem. Even with the proposed authorization, the Secretary-General

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'associe en principe à cette proposition, mais estime que l'on a eu trop peu de temps pour étudier ses effets sur le règlement financier. C'est pourquoi il votera contre la proposition.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) presse le représentant du Canada de ne pas insister sur son projet de résolution. En préparant son budget, le Secrétaire général se tient en liaison avec tous les organes des Nations Unies.

Au cours de la séance précédente, on a, avec de nombreux arguments à l'appui, invité la Commission à déterminer le degré d'intérêt que les États Membres portent à la question en discussion. Pour sa part, il ne peut pas accepter ces arguments. En acceptant de faire partie de l'Organisation, un État Membre en accepte les responsabilités politiques, auxquelles on ne saurait se soustraire.

M. COTE (Canada) accepte de retirer sa résolution à condition que le Rapporteur inscrive dans son rapport une recommandation tendant à faire présenter les demandes d'aide financière par les divers organes à temps pour l'ouverture de la session de l'Assemblée générale.

112. Projets de rapports du Rapporteur

a) Règlement financier des Nations Unies (documents A/C.5/W.59 et A/C.5/W.59/Add.1)

M. BERGSTRÖM (Suède), Rapporteur, déclare que, depuis la dernière séance, il a rédigé un texte dont il espère qu'il satisfait les représentants de l'Union Sud-Africaine, du Mexique et de la Tchécoslovaquie. Il propose d'ajouter le paragraphe suivant comme deuxième paragraphe de la résolution¹: « De donner au Secrétaire général, par dérogation aux dispositions de l'article 20 du règlement financier provisoire, pouvoir d'accepter, s'il le juge opportun, et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, une partie des contributions des États Membres pour l'exercice financier de 1948 dans une monnaie autre que le dollar des États-Unis ».

M. BURGER (Pays-Bas) fait remarquer que ni le Comité consultatif, ni le Comité des contributions n'ont été en mesure de trouver une solution à ce problème. Le Fonds monétaire international a déclaré que l'on ne peut octroyer une aide que pour une période limitée et à la condition qu'un remboursement soit possible. Malgré cela, la Cinquième Commission est invitée à trouver la solution dans l'espace de quelques minutes. Il votera contre la proposition.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers) fait remarquer que l'Administration a longuement réfléchi à ce problème. Même avec l'autorisation envisagée, le Secrétaire général devra traiter ces questions

¹ See document A/C.5/W.59, page 5.

¹ Voir document A/C.5/W.59, page 5.

would have to use great caution in dealing with the matter, in order to ensure that no partiality was shown to any Member.

With the exception of guilders and Swiss francs, the United Nations made little use of currencies other than United States dollars.

Mr. PAPANEK (Czechoslovakia) could not agree that the problem was a very complicated one. Part of the budget was being spent outside the United States, and it seemed pointless for Members to buy dollars, which in certain cases would be sold by the United Nations in purchase of the original currency.

Mr. ROBINSON (United Kingdom) shared the views of the Netherlands representative. The matter was a very difficult one, which involved principles. It could not be disposed of in a single sentence.

Mr. HEYWARD (Australia) expressed his agreement with the representatives of the United Kingdom and the Netherlands.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa), supporting the views of the representative of Czechoslovakia, suggested that the matter was merely one of financial administration. It could be left in the hands of the competent officials of the Secretariat.

Mr. LEBEAU (Belgium) stated that, before deciding on the matter, he wished to receive fuller information on the objections, which might be of a technical character.

Mr. BURGER (Netherlands) pointed out that in paragraph 6 of the Rapporteur's report¹ it was admitted that the problem was a difficult one.

The danger of inflation of a particular currency could not be overlooked. It was wiser to adhere to a single currency.

A responsibility was being transferred to the Secretary-General, but the Committee was omitting to furnish the necessary guidance.

In reply to Mr. HSIA (China), Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that all contributions were paid in United States dollars.

He was not advocating the proposal, which would not, he thought, be of great benefit.

In reply to Mr. WEBSTER (New Zealand), Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that he could not predict the effect of such a provision on the collection of contributions, whether it would or would not retard the payment of contributions. Contributions in currencies other than United States dollars would have to be available very early in the fiscal year, in order that allotments for expenditure away from headquarters might be made in due time.

Mr. ROBINSON (United Kingdom) asked whether, under the proposal, payment would be accepted in any currency other than dollars.

avec beaucoup de prudence pour ne faire preuve de partialité à l'égard d'aucun des États Membres.

A l'exception des florins et des francs suisses, l'Organisation emploie peu de monnaies autres que le dollar des États-Unis.

M. PAPANEK (Tchécoslovaquie) ne pense pas que ce problème soit très compliqué. Une partie du budget se dépense hors des États-Unis ; il semble donc inutile que des États Membres achètent des dollars que, dans certains cas, les Nations Unies vendront pour acheter des devises de ces mêmes États.

M. ROBINSON (Royaume-Uni) partage l'avis du représentant des Pays-Bas. C'est là une question difficile qui met en jeu certains principes. On ne peut la régler en une seule phrase.

M. HEYWARD (Australie) pense comme le représentant du Royaume-Uni et celui des Pays-Bas.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine), appuyant l'opinion du représentant de la Tchécoslovaquie, estime qu'il s'agit là d'une simple question d'administration financière. On pourrait la laisser aux fonctionnaires compétents du Secrétariat.

M. LEBEAU (Belgique) déclare qu'avant de prendre une décision sur cette question, il désire avoir des renseignements plus détaillés sur les objections, qui pourraient avoir un caractère technique.

M. BURGER (Pays-Bas) signale que le Rapporteur reconnaît, au paragraphe 6 de son rapport¹, qu'il s'agit là d'un problème difficile.

Il faut tenir compte du danger d'inflation qui pourrait affecter telle ou telle monnaie. Il est plus sage de s'en tenir à une seule monnaie.

La Commission va charger le Secrétaire général d'une responsabilité, mais en négligeant de lui donner les instructions nécessaires.

En réponse à M. HSIA (Chine), M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers) déclare que toutes les contributions se paient en dollars des États-Unis.

Il ne défend pas la proposition qui, à son avis, serait de peu d'utilité.

En réponse à M. WEBSTER (Nouvelle-Zélande), M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers) déclare qu'il n'est pas en mesure de dire à l'avance les effets d'une telle disposition sur le recouvrement des contributions et si elle retarderait ou non le paiement des contributions. Il faudrait rendre les contributions en monnaie autre que le dollar des États-Unis exigibles dès le début de l'année fiscale, de façon à pouvoir les affecter en temps opportun aux dépenses encourues à l'extérieur du siège.

M. ROBINSON (Royaume-Uni) demande si, aux termes de cette proposition, on accepterait le paiement en une monnaie quelconque autre que le dollar.

¹ Document A/C.5/W.59.

¹ Document A/C.5/W.59.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) observed that every financial problem could be made simple or intricate. Where there was a need for a particular currency, a Member should be entitled to pay a given proportion of its contribution in that currency.

Mr. TEJERA (Uruguay) urged that no unnecessary difficulties should be raised. Among the grounds on which the Committee had made reductions in the estimates had been the shortage of dollars.

In reply to Mr. STONE (United States of America), Mr. JACKLIN (Union of South Africa) stated that the expenditure of the United Nations in a particular currency would be prorated to all Members. The option of paying a part of the contribution in the local currency would not be limited to the Member in whose territory the funds would be spent.

The Committee adopted the Rapporteur's proposal to include the second paragraph in the resolution (document A/C.5/W.59), by thirty-five votes to seven, with one abstention.

b) Budgetary and financial relations with specialized agencies (document A/C.5/W.66)

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) suggested that in Annex A, paragraph 5 the first two sentences were unnecessary, in view of the decisions of the General Assembly.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) proposed the addition of a footnote to the effect that the General Assembly had approved the agreements since the drafting of the report.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) proposed the deletion of the word "critical" in the eighth line of paragraph 15.

Mr. MACHADO (Brazil) observed that the last sentence in paragraph 5 of Annex A was contrary to the provisions of Article 17 (3) of the Charter. He proposed the substitution of a sentence to the effect that the International Bank and the International Monetary Fund had not been willing to accept the point.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) pointed out that the paragraph contained a statement of fact that did not touch upon the question of principle. The two bodies referred to had declined to submit their budgets, since the agreements did not provide for examination of their administrative budgets by the General Assembly.

Mr. PAPANÉK (Czechoslovakia) proposed the deletion of the whole paragraph.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) observe qu'on peut rendre tout problème financier simple ou compliqué. Là où l'on a besoin d'une monnaie particulière, un État Membre devrait avoir le droit de payer en cette monnaie une proportion donnée de sa contribution.

M. TEJERA (Uruguay) recommande de ne pas soulever de difficultés superflues. La pénurie de dollars a été une des raisons pour lesquelles la Commission a opéré des réductions dans les prévisions budgétaires.

En réponse à M. STONE (États-Unis d'Amérique), M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) déclare que les dépenses des Nations Unies en une monnaie donnée seraient réparties entre tous les États Membres au prorata de leur contribution. La faculté de payer une partie de sa contribution en monnaie locale ne serait pas limitée à l'État Membre sur le territoire duquel les fonds seraient dépensés.

Par trente-cinq voix contre sept et une abstention, la Commission adopte la proposition du Rapporteur d'ajouter le deuxième paragraphe à la résolution (document A/C.5/W.59).

b) Relations budgétaires et financières avec les institutions spécialisées (document A/C.5/W.66)

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) émet l'opinion qu'en raison des décisions prises par l'Assemblée générale, les deux premières phrases du paragraphe 5 de l'annexe A sont inutiles.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) propose d'ajouter une note indiquant que, depuis la rédaction du rapport, l'Assemblée générale a approuvé les accords.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de supprimer le mot « critique » à la neuvième ligne du paragraphe 15 de l'annexe A.

M. MACHADO (Brésil) fait observer que la dernière phrase du paragraphe 5 de l'annexe A est contraire aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 17 de la Charte. Il propose de lui substituer une phrase indiquant que la Banque internationale et le Fonds monétaire international ne se sont pas montrés disposés à accepter ce point.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale que le paragraphe énonce un fait qui ne touche pas la question de principe. Les deux organismes en question ont refusé de présenter leur budget, parce que les accords ne prévoient pas l'examen de leur budget administratif par l'Assemblée générale.

M. PAPANÉK (Tchécoslovaquie) propose la suppression du paragraphe tout entier.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) suggested that only the last two sentences should be deleted.

Mr. COTE (Canada) suggested the inclusion of a statement that the Fifth Committee held the view that the General Assembly was not debarred from examining administrative budgets.

Mr. MACHADO (Brazil) remarked that the relevant provision of the Charter was mandatory. The refusal of the International Bank and the International Monetary Fund should be noted in the report.

Mr. LEBEAU (Belgium) pointed out that the Economic and Social Council had concluded agreements with the International Bank and the International Monetary Fund under Articles 57 and 63 of the Charter.

If the Council and the General Assembly, which had approved the agreements, renounced some of their prerogatives under those Articles, it was not open to the Fifth Committee to intervene.

Mr. MACHADO (Brazil) observed that Article 17 of the Charter dealt with the General Assembly and not with the Economic and Social Council.

The Committee was unable to fulfil its duties under the Charter by reason of the fact that an agreement had been concluded with the bodies concerned by another organ of the United Nations.

Mr. BRAMSON (Poland) considered that since no reservations had been embodied in the agreements, Article 17 (3) of the Charter should apply.

Mr. HEYWARD (Australia) requested a re-drafting of the third and fourth sentences of paragraph 3 of the report, the first of which was somewhat ungracious to the Advisory Committee, and the second appeared to require an additional reference to the relevant discussion.

Mr. BERGSTRÖM (Sweden), Rapporteur, agreed to revise the text in consultation with the representatives of Australia and Canada.

The report as amended by the USSR representative and the Chairman of the Advisory Committee was adopted unanimously.

c) The Third Annual Budget and the Working Capital Fund of the United Nations (documents A/C.5/W.69 and A/C.5/W.69/Corr.1)

Mr. ROSHCIN (Union of Soviet Socialist Republics) suggested that paragraphs 22 and 23 should be embodied in the first paragraph or should be inserted immediately thereafter, in order to enable related items to be grouped together and to show the aggregate sum that would have to be covered by contributions.

Mr. MACHADO (Brazil) suggested that in the future the Secretariat should present a consoli-

M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) propose de ne supprimer que les deux dernières phrases.

M. COTE (Canada) propose de déclarer que la Cinquième Commission estime qu'il n'est pas interdit à l'Assemblée générale d'examiner les budgets administratifs.

M. MACHADO (Brésil) fait remarquer que la disposition pertinente de la Charte présente un caractère d'obligation. Le rapport devrait prendre acte du refus de la Banque internationale et du Fonds monétaire international.

M. LEBEAU (Belgique) fait observer que le Conseil économique et social a conclu des accords avec la Banque internationale et le Fonds monétaire international conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte.

Si le Conseil et l'Assemblée générale, qui a approuvé les accords, renoncent à certaines des prérogatives qu'ils tiennent de ces Articles, il n'appartient pas à la Cinquième Commission d'intervenir.

M. MACHADO (Brésil) fait observer que l'Article 17 de la Charte vise l'Assemblée générale et non pas le Conseil économique et social.

La Commission a été dans l'impossibilité de s'acquitter des obligations qu'elle tient de la Charte en raison du fait qu'un autre organe des Nations Unies a conclu un accord avec les organismes en question.

M. BRAMSON (Pologne) considère que, du moment qu'aucune réserve ne figure dans les accords, le paragraphe 3 de l'Article 17 de la Charte devrait s'appliquer.

M. HEYWARD (Australie) demande qu'on procède à une nouvelle rédaction des troisième et quatrième phrases du paragraphe 3 du rapport, la première étant assez peu aimable pour le Comité consultatif et la seconde demandant, semble-t-il, une référence plus explicite aux débats relatifs à ce point.

M. BERGSTRÖM (Suède), Rapporteur, accepte de revoir le texte avec le délégué de l'Australie et celui du Canada.

La Commission adopte à l'unanimité le rapport avec les amendements du représentant de l'URSS et du Président du Comité consultatif.

c) Troisième budget annuel et Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies (documents A/C.5/W.69 et A/C.5/W.69/Corr.1)

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'incorporer les paragraphes 22 et 23 au premier paragraphe ou de les placer immédiatement après lui, de façon à grouper les questions connexes et à montrer la somme totale que les contributions devraient couvrir.

M. MACHADO (Brésil) propose qu'à l'avenir le Secrétariat présente un document unique

dated document containing the manning-table figures in addition to the other details. The figures had been included in the original estimates.

Mr. COTE (Canada) proposed that the second sentence of paragraph 1 should be transposed to paragraph 2.

Paragraph 1 was approved, as amended by the representatives of the USSR and Canada.

Paragraph 2 was approved.

Mr. ROBINSON (United Kingdom) proposed that the number of abstentions should be recorded at the end of paragraph 3.

Paragraph 3 was approved, as amended by the representative of the United Kingdom.

Paragraphs 4, 5, 6 and 7 were approved.

Mr. LEBEAU (Belgium) remarked that the revised text of paragraph 8,¹ unlike the original version, presented a certain difficulty, since it recorded only one side of a discussion in which the representative of Czechoslovakia and his delegation had taken part.

He proposed that either the original text should be retained or that the following sentence should be inserted after the second sentence : " Several representatives pointed out that it was for the General Assembly, in virtue of its budgetary powers, to refrain from voting the credits required for certain activities decided upon by a given organ of the United Nations, and thereby to postpone the carrying out of such activities ".

Paragraph 8 was approved, as amended by the representative of Belgium, through the insertion of the additional sentence.

Paragraph 9 was approved.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) proposed that the result of the voting on each item in paragraph 10 should be recorded.

Mr. BRAMSON (Poland) requested that some reference should be made in paragraphs 10 and 14 to the reservations which his delegation had made in regard to the additional items relating to the Interim Committee of the General Assembly, the Korean Commission and the Special Committee on the Greek Question.

Paragraph 10 was approved, as amended by the representatives of the USSR and Poland.

Paragraphs 11, 12 and 13 were approved.

Paragraph 14 was approved, as amended by the representative of Poland.

Paragraphs 15-26 were approved.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics), referring to paragraph 2 of the resolution² proposed that the resolutions should include a statement of the total sum to be assessed to Members, namely \$33,733,243. The opening paragraphs of the report contained an over-all picture of the decisions taken by the Committee. It should also be reflected in the resolutions.

indiquant le chiffre des effectifs en plus des autres détails. Les chiffres figuraient dans les prévisions primitives.

M. COTE (Canada) propose de transporter au paragraphe 2 la deuxième phrase du paragraphe 1.

La Commission adopte le paragraphe 1 avec les amendements des représentants de l'URSS et du Canada.

La Commission adopte le paragraphe 2.

M. ROBINSON (Royaume-Uni) propose d'indiquer le nombre des abstentions à la fin du paragraphe 3.

La Commission adopte le paragraphe 3 avec l'amendement du représentant du Royaume-Uni.

La Commission adopte les paragraphes 4, 5, 6 et 7.

M. LEBEAU (Belgique) remarque que, contrairement au texte primitif, le texte révisé du paragraphe 8¹ présente une certaine difficulté, puisqu'il ne fait entendre qu'une partie d'une discussion à laquelle le représentant de la Tchécoslovaquie et sa délégation ont pris part.

Il propose, soit de conserver le texte primitif, soit d'ajouter, après la deuxième phrase, la phrase suivante : « Plusieurs délégués ont fait observer que c'est à l'Assemblée générale qu'il appartient, en vertu de ses pouvoirs en matière budgétaire, de ne pas voter les crédits nécessaires aux travaux décidés par un organe donné de l'Organisation des Nations Unies et de suspendre ainsi les travaux de cet organe ».

La Commission adopte le paragraphe 8 tel que le représentant de la Belgique l'a amendé, par addition de la phrase citée plus haut.

La Commission adopte le paragraphe 9.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de mentionner, au paragraphe 10, le résultat du vote sur chacun des trois postes.

M. BRAMSON (Pologne) demande qu'il soit fait mention, aux paragraphes 10 et 14, des réserves que sa délégation a faites au sujet des postes supplémentaires concernant la Commission intérimaire de l'Assemblée générale, la Commission pour la Corée et la Commission spéciale pour la question grecque.

La Commission adopte le paragraphe 10 amendé par les représentants de l'URSS et de la Pologne.

La Commission adopte les paragraphes 11, 12 et 13.

La Commission adopte le paragraphe 14 amendé par le représentant de la Pologne.

La Commission adopte les paragraphes 15 à 26.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), parlant du projet de résolution portant ouverture de crédits², propose d'indiquer dans les Résolutions la somme totale demandée aux Membres, à savoir, 33.733.243 dollars. Les paragraphes du début du rapport contiennent un exposé d'ensemble des décisions prises par la Commission ; il faut aussi y faire allusion dans les résolutions.

¹ Document A/C.5/W.69/Corr.1.

² See document A/C.5/W.69, page 11.

¹ Document A/C.5/W.69/Corr.1.

² Voir document A/C.5/W.69, page 11 du texte anglais.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) proposed the following amendments to meet the wishes of the USSR representative : “ (2) Casual revenue not exceeding \$761,727, together with an amount of \$330,225 are hereby transferred from the 1947 appropriations and are hereby appropriated in aid of the above expenditure. The balance of \$33,733,243 shall be met by annual contributions. ”

The CHAIRMAN agreed to the proposed amendment.

Mr. BERGSTRÖM (Sweden), Rapporteur, read the texts of sub-paragraph (g) of paragraph 4 of the resolution relating to the Working Capital Fund,¹ and of the relevant sentences to be added to paragraph 25 of the report.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) pointed out that the sum of \$330,225 had been deducted from the supplemental list for 1947. Accordingly, paragraph 23 of the report should be amended.

Mr. ROSHCHIN (Union of Soviet Socialist Republics) suggested that the figures of both the supplementary budget for 1947 and the estimates for 1948 should be presented.

Mr. ROBINSON (United Kingdom) pointed out that the sum of \$330,225 had already been included in part III, section 13, of the estimates.

Mr. PRICE (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services) stated that, though the sum in question had, in fact, been added to section 13, it had been deducted from the supplemental estimates for 1947.

The amounts which the Members would be required to pay were the following :

Total for 1948	\$34,825,195
Less casual revenue.....	761,727
	<hr/>
	\$34,063,468
Supplemental appropriation for 1947 (document A/C.5/W.68)	876,568
	<hr/>
Total to be assessed to Members	\$34,940,036

He proposed that the amendment submitted by the Chairman of the Advisory Committee to paragraph 2 of the appropriation resolution should be modified to read : “ Casual revenue not exceeding \$761,727 is hereby appropriated in aid of the above expenditure. The balance of \$34,063,468 shall be met by annual contributions ”, and that in the third sentence of paragraph 23 of the report the figure of \$33,733,243 should be replaced by the figure of \$34,063,468.

The report as amended was unanimously adopted.

¹ See document A/498, page 15.

M. AGHNIDÈS (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) propose les amendements suivants, conformes aux vœux du représentant de l'URSS : « 2) Des recettes accessoires d'un montant maximum de 761.727 dollars, ainsi qu'une somme de 330.225 dollars sont reportées de l'exercice 1947 sur le présent budget et sont affectées à la couverture de la dépense ci-dessus. Le reste des dépenses, soit 33.733.243 dollars sera couvert au moyen de contributions annuelles ».

Le PRÉSIDENT accepte l'amendement proposé.

M. BERGSTRÖM (Suède), Rapporteur, lit le texte de l'alinéa g) du paragraphe 4 du projet de résolution relatif au fonds de roulement¹, ainsi que les phrases à ajouter à ce sujet au paragraphe 25 du rapport.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers) fait observer que la somme de 330.225 dollars a été déduite du budget complémentaire de 1947. En conséquence, il faudrait amender le paragraphe 23 du rapport.

M. ROSTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que l'on présente et les chiffres du budget complémentaire de 1947 et ceux des prévisions pour 1948.

M. ROBINSON (Royaume-Uni) fait observer que la somme de 330.225 dollars est déjà inscrite au chapitre 13 du titre III des prévisions.

M. PRICE (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers) déclare que l'on a bien ajouté la somme en question au chapitre 13, mais qu'on l'a déduite des prévisions complémentaires pour 1947.

Les sommes que les Membres seront invités à payer sont les suivantes :

	dollars
Total pour 1948.....	34.825.195
Moins recettes accessoires.....	761.727
	<hr/>
	34.063.468
Crédits supplémentaires pour 1947 (document A/C.5/W.68).....	876.568
	<hr/>
Total à demander aux Membres.	34.940.036

Il propose de modifier comme suit l'amendement que le Président du Comité consultatif propose d'apporter au paragraphe 2 du projet de résolution d'ouverture de crédits : « Des recettes accessoires, d'un montant maximum de 761.727 dollars, sont affectées à la couverture des dépenses ci-dessus. Le reste des dépenses, soit 34.063.468 dollars, sera couvert au moyen de contributions annuelles », et de remplacer, dans la troisième phrase du paragraphe 23 du rapport, le chiffre de 33.733.243 par le chiffre de 34.063.468 dollars.

Le rapport amendé est adopté à l'unanimité.

¹ Voir document A/498, page 15 du texte anglais.

d) Supplementary estimates for the financial year 1947 (document A/C.5/W.68)

The report was unanimously adopted.

Mr. HEYWARD (Australia) raised a matter which had been discussed informally by a number of representatives¹-namely, a *per diem* allowance of \$50 for the Chairman of the Advisory Committee whilst engaged in the work of the Committee.

The Australian delegation was one of those which had suggested in the general debate that the Advisory Committee might be asked to sit longer in 1948 and that an honorarium for the members should be considered. Informal discussion had shown that there was a strong feeling against appearing in any way to weaken the principle that the advice of experts serving in their personal capacity should continue to be made available to the United Nations without remuneration. It was also considered that if the Advisory Committee were asked to sit for longer periods, the number of people able to serve would be restricted. It was recognized, however, that experts who were employed by Governments or public bodies usually continued to receive their salary while serving on United Nations committees or sub-commissions. The Chairman of the Advisory Committee was in an unusual position because he was not in the service of any Government and was not receiving a salary.

There seemed a very general desire to do something to meet the position in regard to the Chairman, and the conclusion emerged that the best way would be to grant him a \$50 *per diem* allowance while engaged on the work of the Committee and while he was not in the service of any Government.

It was unnecessary for him to add that Mr. Aghnides had not raised the matter with the members of the Fifth Committee, and he was firmly convinced that he would be willing to continue to serve the United Nations without any addition to the normal *per diem* allowance of \$20.

If the proposal were acceptable to the Fifth Committee, Mr. Aghnides might be asked to give some time to work at headquarters preparing for sessions of the Advisory Committee. In that way the Committee might deal with many problems, without its sessions becoming so long that members of the high capacity at present serving could not be spared to act. The circumstances to which he had referred were altogether unusual and would prevent any undesirable precedent being drawn from the proposal, if adopted.

He was not putting forward a proposal of the Australian delegation although it supported it in full. The proposal had been moulded by discussion around the Committee and he had sought to put it in a form which would be generally acceptable.

It was not a matter on which a resolution would be desired and, after inquiry from the Assistant Secretary-General, he understood that

d) Prévisions de dépenses supplémentaires pour l'exercice financier 1947 (document A/C.5/W.68)

Le rapport est adopté à l'unanimité.

M. HEYWARD (Australie) soulève une question qu'un certain nombre de délégués ont déjà discutée à titre privé, celle d'une allocation journalière de 50 dollars pour le Président du Comité consultatif pendant la durée de ses travaux à la tête du Comité.

La délégation australienne est l'une de celles qui a proposé, au cours du débat général, que l'on invite le Comité consultatif à siéger plus longtemps en 1948, et que l'on envisage d'accorder une indemnité à ses membres. La discussion privée a révélé une opposition nette à toute mesure qui pourrait paraître infirmer ce principe qu'il convient de mettre à la disposition de l'Organisation des Nations Unies, sans rémunération, les conseils d'experts désignés à titre personnel. On a aussi considéré que, si le Comité consultatif était invité à siéger plus longtemps, le nombre de personnes qui seraient en mesure d'en faire partie diminuerait. On a reconnu cependant que les experts qui sont employés par des gouvernements ou des organismes publics, continuent généralement à recevoir leur traitement pendant qu'ils remplissent leurs fonctions aux commissions ou sous-commissions des Nations Unies. Le Président du Comité consultatif se trouve dans une situation particulière, n'étant pas au service d'un gouvernement et ne recevant pas de traitement.

Il semble qu'il y ait eu un désir général de faire quelque chose en ce qui concerne la situation du Président et on en est arrivé à la conclusion que le meilleur moyen serait de lui accorder une allocation journalière de 50 dollars tant qu'il exerce ses fonctions à la tête du Comité et qu'il n'est pas au service d'un gouvernement.

L'orateur n'a pas besoin d'ajouter que M. Aghnides n'a pas soulevé cette question avec les membres de la Cinquième Commission ; et il est prêt, M. Heyward en est bien convaincu, à continuer d'exercer ses fonctions auprès des Nations Unies sans addition à l'indemnité journalière normale de 20 dollars.

Si cette proposition agréée à la Cinquième Commission, elle pourrait inviter M. Aghnides à passer quelque temps à travailler, au siège de l'Organisation, à préparer les sessions du Comité consultatif. De cette manière, le Comité pourrait traiter de nombreux problèmes sans allonger ses sessions au point qu'il soit impossible aux personnalités éminentes qui le composent actuellement d'y consacrer leur temps. Les circonstances qu'il a mentionnées sont particulièrement anormales, ce qui empêcherait la proposition de constituer, si elle était adoptée, un précédent regrettable.

Ce n'est pas une proposition de la délégation australienne qu'il présente là, quoiqu'elle la fasse entièrement sienne. Cette proposition est issue de discussions de couloirs de la Commission ; M. Heyward n'a fait que chercher à la mettre sous une forme qui ait l'agrément de tous.

Ce n'est pas là une question qui exige une résolution en forme ; après s'être renseigné auprès du Secrétaire général adjoint, l'orateur croit

it would be sufficient if the sense of the Committee were recorded in the minutes in the following form: "The Fifth Committee wished to do nothing to weaken in any way the principle that the services of experts serving in a personal capacity are made available free of charge to the United Nations by Governments or public bodies. Normally, however, this does not involve such experts in loss of their salary for long periods.

"In view of the fact that the Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions is not in the service of any Government or other body, and it is expected that in 1948 the Advisory Committee will sit for a lengthy period amounting to many months, it was the sense of the Fifth Committee that a *per diem* allowance of \$50 should be granted to the Chairman of the Advisory Committee while he was engaged on the work of the Committee in 1948, and while he was not in the service of any Government or other body.

"The Chairman was asked under this arrangement to give some time to work at the headquarters preparing for sessions of the Committee. This would enable the Committee to accomplish more without increasing proportionately the demands on the time of Committee members".

Mr. STONE (United States of America) stated that Mr. Stevenson wished him to inform the Committee that he had hoped to be present at the final meeting to express his appreciation to the Chairman and the other officers and staff of the Committee for their devoted service and untiring efforts to steer the Committee on a steady course through the intricate waters of its agenda.

Mr. Stevenson wished also to thank Mr. Aghnides, the Chairman of the Advisory Committee, for his great help. He was an experienced navigator in committee affairs, and his advice as to how the Committee should chart its course had been invaluable. He associated himself with others who, he believed, were planning to recommend that a special *per diem* should be paid to Mr. Aghnides. The burdens placed on the Advisory Committee were steadily increasing. The representatives could not expect Mr. Aghnides to devote as much time to these duties as their importance required or as the value of his assistance would warrant when he had to give his services on a subsistence basis. The fact that he was not in the employment of any one Member State made his services all the more valuable to the General Assembly.

Mr. Stevenson did not think that a formal resolution was required or that any particular figure needed to be added to the budget. He felt that knowledge of the Committee's views would be sufficient to enable the Secretary-General to make the necessary arrangements. He also suggested that the case should be treated as a special one, which would not establish a precedent.

Mr. LEBEAU (Belgium) associated himself wholeheartedly with the proposals. Mr. Aghnides' services had been invaluable to the Committee.

savoir qu'il suffirait que le procès-verbal exprimât le sentiment de la Commission dans les termes suivants: «La Cinquième Commission a désiré ne rien faire qui risquât d'affaiblir en quoi que ce soit ce principe selon lequel les gouvernements et organismes publics mettent gratuitement à la disposition des Nations Unies des experts désignés à titre personnel. Toutefois, normalement cela n'entraîne pas pour ces experts une perte de salaire pendant de longues périodes.

«Le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires n'étant au service d'aucun gouvernement ni d'aucun autre organisme, et le Comité consultatif devant siéger, en 1948, durant une longue période qui s'étendra sur plusieurs mois, la Cinquième Commission a pensé qu'il faudrait accorder une allocation journalière de 50 dollars au Président du Comité consultatif pendant la période qu'il consacrerait en 1948 au travail du Comité et tant qu'il ne serait au service d'aucun gouvernement ni d'aucun autre organisme.

La Commission a invité le Président du Comité à passer quelque temps à travailler au siège dans ces conditions pour préparer les sessions du Comité. Le Comité serait ainsi en mesure de faire plus de travail, sans que le temps de présence demandé aux membres du Comité augmente dans les mêmes proportions ».

M. STONE (États-Unis d'Amérique) déclare que M. STEVENSON lui a demandé de faire savoir à la Commission qu'il avait espéré être présent à la séance finale pour remercier le Président et les autres membres du bureau, de même que le personnel de la Commission, pour leur dévouement et les inlassables efforts qu'ils ont déployés pour piloter la Commission à travers les chenaux compliqués de son ordre du jour.

M. Stevenson désire également remercier M. Aghnides, Président du Comité consultatif, pour l'aide considérable qu'il a apportée. C'est un capitaine breveté pour les traversées de Commission et les avis qu'il a donnés sur la façon de faire route se sont avérés infiniment précieux. M. Stevenson veut s'associer aux autres membres qui, à ce qu'il croit savoir, ont l'intention de recommander de verser à M. Aghnides une allocation journalière spéciale. La tâche du Comité consultatif s'accroît sans cesse. Les délégués ne peuvent espérer que M. Aghnides puisse donner à ses devoirs autant de temps que leur importance l'exige ou que la valeur de son concours le justifie, quand il ne reçoit en échange qu'une indemnité pour frais de séjour. Le fait qu'il ne soit au service d'aucun État Membre rend sa collaboration d'autant plus précieuse pour l'Assemblée générale.

M. Stevenson n'estime pas nécessaire de prendre une résolution formelle ni d'ajouter au budget un chiffre donné. Il espère qu'il suffira au Secrétaire général, pour prendre les dispositions nécessaires, de connaître le sentiment de la Commission. Il propose également de traiter le cas comme un cas spécial qui ne pourra constituer un précédent.

M. LEBEAU (Belgique) s'associe de tout cœur à ces propositions. Les services rendus à la Commission par M. Aghnides sont inestimables.

Mr. DE HOLTE-CASTELLO (Colombia) supported the proposal. He thanked the Chairman of the Fifth Committee for the patience and skill with which he had guided its deliberations, and congratulated the Rapporteur and the Secretariat on the successful completion of their duties.

Mr. MARTÍNEZ-LACAYO (Nicaragua) expressed his deep appreciation of the services rendered by Mr. Aghnides.

It had been a pleasure to take part in the work of the Committee, and he was grateful to the Chairman and the Rapporteur, as also to Mr. Price (Assistant Secretary-General in charge of Administrative and Financial Services), and Mr. Wright, Secretary of the Fifth Committee. He paid a tribute also to the work of the simultaneous interpreters.

Mr. UMARI (Iraq) associated himself with the tributes that had been paid to the Chairman and the bureau of the Committee.

He called the Committee's attention to the fact that the *United Nations World*, in its October issue, had stated that Iraq and another Member had not paid any part of their contributions to the 1946 budget or to the Working Capital Fund. Document A/C.5/162, which was published on 8 October 1947, showed that nothing whatever was owing from Iraq. The magazine had apparently based its report on a document issued on 31 December 1946. He had requested the Secretariat to communicate with the publishers of the magazine and to correct the erroneous statement. The Department concerned had, however, felt that it had no interest in the matter. He urged the Secretariat to take steps to ensure that the good name of the Members did not suffer defamation, whether deliberate or otherwise.

Mr. ASHA (Syria) associated himself with the tributes paid to Mr. Aghnides and with the proposal submitted by the representative of Australia.

He was most grateful to the Chairman of the Committee for his patience, understanding and untiring efforts in presiding over the lengthy and numerous meetings, as also to the Rapporteurs and the members of the Secretariat.

Mr. BRAMSON (Poland) expressed his appreciation of the services rendered by Mr. Aghnides and by the Chairman and bureau of the Fifth Committee. He supported the proposal submitted by the representative of Australia.

Mr. JACKLIN (Union of South Africa) paid a tribute to the patient and benevolent chairmanship of Sir Fazl Ali.

He thought that the proposal of the Australian representative, which he supported, did not go far enough; the Secretary-General should be empowered to vary and increase the *per diem* allowance to any member of the Advisory Committee. The provision should not apply to one official alone.

Mr. MACHADO (Brazil) thanked the Chairman for the patience which he had shown.

M. DE HOLTE-CASTELLO (Colombie) appuie la proposition. Il remercie le Président de la Cinquième Commission de la patience et de l'habileté dont il a usé dans la direction des délibérations et félicite le Rapporteur et le Secrétariat du succès de leur travail.

M. MARTÍNEZ-LACAYO (Nicaragua) exprime sa profonde gratitude des services rendus par M. Aghnides.

Ce fut un plaisir pour lui de prendre part aux travaux de la Commission et il exprime sa gratitude envers le Président, le Rapporteur, M. Price (Secrétaire général adjoint chargé des Services administratifs et financiers), ainsi qu'envers M. Wright, Secrétaire de la Cinquième Commission. Il rend enfin hommage au travail de l'interprétation simultanée.

M. OUMARI (Irak) s'associe aux compliments adressés au Président et au bureau de la Commission.

Il appelle l'attention de la Commission sur le fait que la revue *United Nations World*, dans son numéro d'octobre, a déclaré que l'Irak et un autre Membre n'avaient payé aucune fraction de leur contribution au budget de 1946, ni au fonds de roulement. Cependant le document A/C.5/162, publié le 8 octobre 1947, montre que les cotisations de l'Irak sont à jour. Le journal a probablement fondé cette observation sur un document publié le 31 décembre 1946. M. Oumari a demandé au Secrétariat de se mettre en rapport avec les éditeurs de cette revue et de faire corriger l'erreur. Mais le département intéressé a estimé que l'affaire ne le regardait pas. M. Oumari insiste auprès du Secrétariat pour qu'il prenne des mesures pour que le bon renom des Membres ne subisse pas d'atteinte, que cette atteinte soit ou non délibérée.

M. ACHIA (Syrie) s'associe à l'hommage rendu à M. Aghnides et appuie la proposition du représentant de l'Australie.

Il exprime au Président de la Commission sa profonde reconnaissance pour la patience, la compréhension et l'inlassable énergie avec lesquelles il a présidé les longues et nombreuses séances, ainsi qu'aux Rapporteurs et aux membres du Secrétariat.

M. BRAMSON (Pologne) félicite M. Aghnides, ainsi que le Président et le bureau de la Cinquième Commission, des services qu'ils ont rendus. Il se prononce en faveur de la proposition du représentant de l'Australie.

M. JACKLIN (Union Sud-Africaine) rend hommage à la façon patiente et aimable dont Sir Fazl Ali a présidé les débats.

Il estime que la proposition du représentant australien, à laquelle il s'associe, ne va pas assez loin. Le Secrétaire général devrait avoir le droit de modifier et d'augmenter l'indemnité journalière de tous les membres du Comité consultatif. La mesure ne devrait pas s'appliquer à une seule personne.

M. MACHADO (Brésil) remercie le Président de la patience dont il a fait preuve.

He also expressed his appreciation of the services rendered by the Secretary of the Advisory Committee and his assistant, Miss Murray.

The Committee had decided to dispense with verbatim records in the coming year, but he hoped that the Secretary-General would find it possible to use the services of the verbatim reporters elsewhere.

The CHAIRMAN assured the Committee that he was deeply moved by the kind remarks that had been addressed to him.

He expressed his appreciation of the invaluable assistance given to him by the Secretary of the Committee, as also by the Vice-Chairman and the two Rapporteurs.

He wished also to acknowledge the debt which the Fifth Committee owed to the members of the Advisory Committee. Its Chairman had been a great asset and had helped in the solution of some very intricate problems. It would be a fitting recognition of his services to adopt the proposal of the representative of Australia.

He thanked the Secretary-General and Mr. Price for their wholehearted co-operation at every stage of the Committee's work.

He warmly commended the simultaneous interpreters, whose high competence had enabled the Committee to complete its heavy agenda.

The meeting rose at 6.14 p.m.

Il exprime également sa reconnaissance pour les services rendus par le Secrétaire du Comité consultatif et son adjointe, Miss Murray.

La Commission a décidé de renoncer l'année prochaine au compte rendu sténographique, mais il espère que le Secrétaire général aura la possibilité d'utiliser dans un autre domaine les services des sténographes parlementaires.

Le PRÉSIDENT assure la Commission qu'il est profondément ému des remarques flatteuses dont il vient d'être l'objet.

Il exprime sa reconnaissance de l'aide inappréciable que lui ont apportée le Secrétaire de la Commission ainsi que le Vice-Président et les deux Rapporteurs.

Il désire également reconnaître ce que la Cinquième Commission doit aux membres du Comité consultatif. Le Président du Comité a apporté une collaboration précieuse et aidé à trouver la solution de plusieurs problèmes très ardues. On ne saurait mieux reconnaître ses services qu'en adoptant la proposition du représentant de l'Australie.

Le Président remercie le Secrétaire général et M. Price de la sincère collaboration qu'ils ont apportée au travail de la Commission à tous ses stades.

Il félicite chaleureusement l'interprétation simultanée, dont la grande valeur a permis à la Commission d'épuiser un ordre du jour chargé.

La séance est levée à 18 h. 41.